



Réforme des retraites, « Pacte enseignant » Macron-Ndiaye

Réforme de la voie professionnelle

Pas de pacte avec le diable !

Toutes et tous au rassemblement le 31 mai !

Toutes et tous en grève le 6 juin !

Tout comme ils n'acceptent pas la réforme des retraites, les personnels de l'Education nationale dénoncent les annonces du président Macron et du ministre Ndiaye au sujet de la « revalorisation » et du « Pacte enseignant ».

Que ce soit dans le « socle » ou dans le « pacte, il n'est question que de primes, pas de salaires ! Ce n'est pas une revalorisation !

- **Le « socle » avec le doublement de l'ISOE/ISAE, est une revalorisation insuffisante au regard de la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis plusieurs décennies.** Les mesures à moyen et long termes sur l'accélération du déroulement de carrière étaient indispensables et restent insuffisantes. Pour une majorité de professeurs, CPE et PsyEN, les mesures à court terme ne compensent pas l'inflation sur un an ! Les AED et AESH, au moment même où on veut fusionner leur métier, sont complètement oubliés du socle et sont maintenus dans une précarité inacceptable.

- **Le « Pacte » est un dispositif qui ne répond en rien aux attentes salariales des collègues.** En proposant aux fonctionnaires que nous sommes de contractualiser une partie de notre rémunération avec l'autorité fonctionnelle qu'est le chef d'établissement, le pacte Macron/Ndiaye rompt avec le statut qui encadre les missions et obligations de service des personnels du service public

d'éducation ainsi que les garanties qui y sont liées (rémunération sur base indiciaire, garantie de l'emploi, règles communes...).

Le pacte menace d'autant plus de détruire les statuts des personnels qu'il s'inscrit dans le projet gouvernemental d'avancer vers la polyvalence de la maternelle au lycée. C'est une polyvalence toujours plus grande et toujours plus éloignée du métier d'enseignant qui est recherchée pour optimiser au maximum le temps de travail dans une logique purement comptable.

En plus de fragiliser les équipes par une mise en concurrence des personnels, les missions complémentaires (PE en 6^e, professeurs des LP pour la découverte des métiers en 5^e, remplacements de courte durée exigés du jour au lendemain) viendront alourdir la charge de travail des collègues.

En dépit des négociations des nouveaux plans d'action Egalité professionnelle dans notre ministère, le pacte aggravera les inégalités femmes/hommes.

Le Pacte c'est travailler beaucoup plus pour gagner moins.

- **La stratégie mise en œuvre avec le « Pacte » est démultipliée pour la voie professionnelle.** La réforme de la voie professionnelle, intégrée à une Loi Travail, ferait basculer complètement une partie du Second degré de l'Education nationale vers le ministère du Travail.

Transformer la voie professionnelle scolaire sur le modèle de l'apprentissage livrerait largement la formation aux mains des seuls employeurs, et la réduirait à la reproduction de simples gestes professionnels, mettant en péril la capacité des élèves à des évolutions professionnelles ultérieures choisies.

La volonté d'adaptation au marché local de l'emploi, représente un risque d'assignation à résidence géographique et sociale d'une large partie de la jeunesse, majoritairement issue de milieux sociaux les plus défavorisés. Elle tourne le dos à l'ambition d'une éducation réellement émancipatrice portée par les collègues de LP et dessine également la menace de fermeture de nombreuses filières jugées localement « non-insérantes ». De plus, liée au pacte, cette réforme apparaît comme un marché de dupes et une menace directe contre le statut des PLP et leurs emplois.

Nos organisations refusent le Pacte et réclament le basculement de l'enveloppe du Pacte dans celle prévue pour le Socle. Nous revendiquons une véritable revalorisation des salaires à hauteur au moins de l'inflation pour tous les personnels de l'éducation nationale sans contrepartie.

Elles appellent les personnels à refuser collectivement de signer le Pacte.

**Réforme des retraites,
« Pacte enseignant » Macron-Ndiaye,
Réforme de la voie professionnelle :
c'est toujours NON !**

Nos organisations FSU, FNEC-FP-FO, SE-UNSA, Sgen-CFDT, CGT Educ et SUD Education de l'Académie d'Amiens appellent les personnels à se rassembler devant le Rectorat à 14H le mercredi 31 mai 2023.

Avec l'intersyndicale interprofessionnelle, elles appellent les personnels à être massivement en grève le mardi 6 juin pour exiger l'abrogation de la loi sur les retraites !